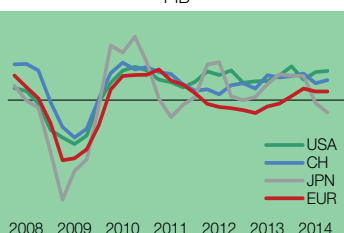
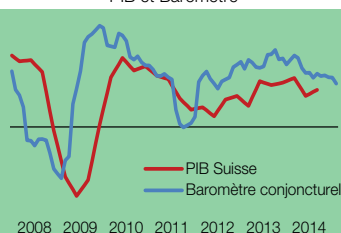


Dans le brouillard !

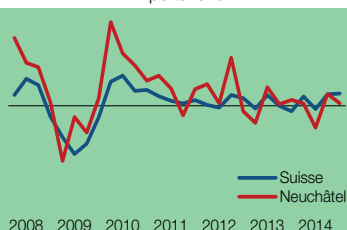
PIB



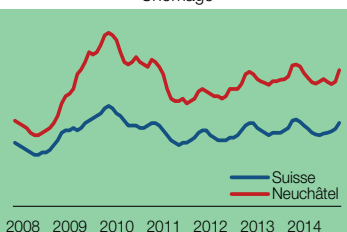
PIB et Baromètre



Exportations



Chômage



Note importante

Cette édition ne contient pas les indicateurs issus de l'enquête conjoncturelle auprès des entreprises neuchâtoises. Leur appréciation ne tenait pas encore compte de l'impact de la décision de la Banque nationale suisse du 15 janvier d'abandonner le taux plancher ni de la forte appréciation du franc qui s'en est suivie face à l'euro et aux autres monnaies.

Ce cahier de « Conjoncture économique » est tout à fait particulier. La raison en est que (presque) toutes les prévisions économiques émises à la fin de 2014 ou au tout début de 2015 ne sont plus valables, ou du moins sont sujettes à caution.

International

Au plan international, les indications les plus récentes, de fin janvier, font état d'un ralentissement du développement, alors qu'antérieurement, elles allaient plutôt dans le sens d'une augmentation de la croissance. Ce constat vaut pour les États-Unis, la Chine, les pays producteurs d'énergie (dont la Russie), de nombreux pays dits émergents et l'Union européenne.

Les informations de la Banque centrale des États-Unis (FED), suite de sa réunion du 28 janvier, vont dans le sens d'un report du relèvement de son taux d'intérêt. Trois raisons principales sont évoquées : la croissance ralentit, la hausse des prix est inférieure à celle escomptée et l'instabilité internationale contribue à une revalorisation du dollar qui prêterait les entreprises d'exportation.

La Banque centrale européenne (BCE) s'est engagée le 22 janvier à racheter chaque mois, entre mars 2015 et septembre 2016, 60 milliards d'euros de titres obligataires publics et privés. Le montant prévisible atteindra quelque 1 140 milliards d'euros. Cette option (« quantitative easing », QE) est analogue à celle pratiquée par la FED et la Banque d'Angleterre (BoE) au cours des trois années précédentes. On attribue au QE le mérite d'avoir permis ou facilité la reprise économique dans ces deux pays à la suite de la crise de 2008-2009. Toutefois, l'ampleur des achats de titres annoncée par la BCE est environ trois fois moindre, en proportion du produit intérieur brut (PIB), que celle pratiquée par la FED et la BoE. Partant de ce constat, des commentateurs avertis doutent de l'efficacité des rachats prévus par la BCE. Tel paraît être aussi l'avis des marchés financiers puisque le cours de l'euro s'est plutôt affaibli que renforcé depuis la décision de la BCE.

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que les multiples centres de prévisions conjoncturelles internationales ou nationales font tous état, ces dernières semaines, d'un probable ralentissement de la croissance économique en 2015, voire aussi en 2016.

Suisse et Neuchâtel

Le brouillard est encore plus épais, si faire se peut, en ce qui concerne les prévisions conjoncturelles en Suisse et dans notre canton du fait de la décision prise le 15 janvier par la Banque nationale suisse (BNS) de renoncer à défendre le cours de 1,20 franc pour 1 euro, qu'elle avait elle-même fixé le 6 septembre 2011.

Cette soudaine réévaluation de notre monnaie ne peut que déstabiliser une économie fortement dépendante de ses ventes à l'étranger. L'Union européenne est en effet le premier marché d'exportations de l'économie suisse. Les futures entrées de commandes de beaucoup d'entreprises sont devenues incertaines. Leur évolution sera différente selon que la relation franc-euro se maintient autour de la parité ou que l'euro remonte à un niveau un peu plus élevé. Sans le dire ni l'admettre, la BNS continue d'acquiescer des devises avec l'objectif de « pousser » le cours de l'euro probablement entre 1,05 et 1,10 franc. Il faudra cependant attendre plusieurs semaines, voire quelques mois, pour savoir à quel niveau les marchés se stabiliseront, et pour mieux en apprécier les conséquences sur l'évolution de la conjoncture et de l'emploi.

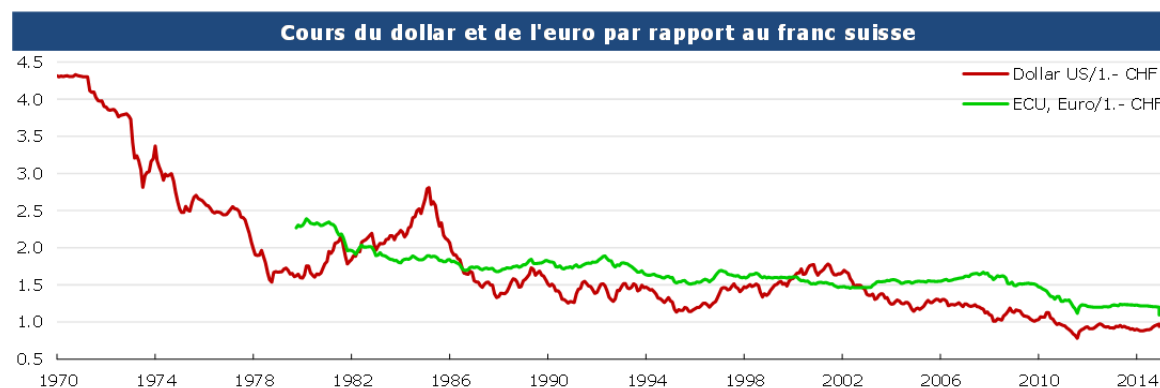
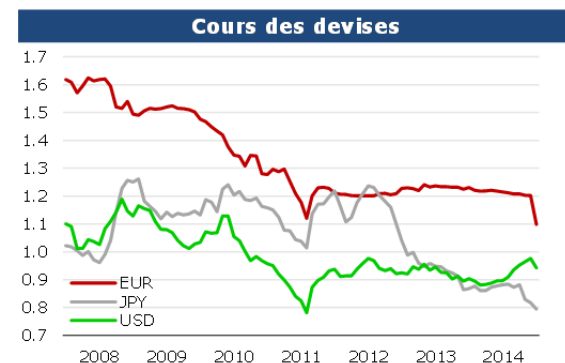
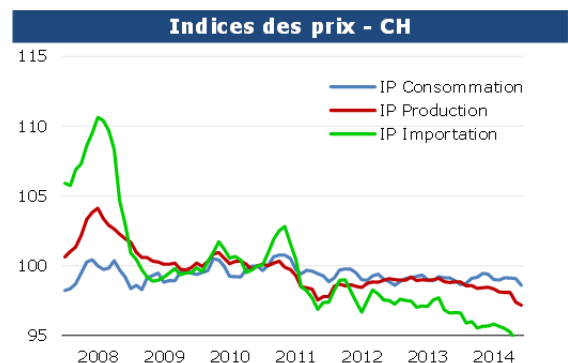
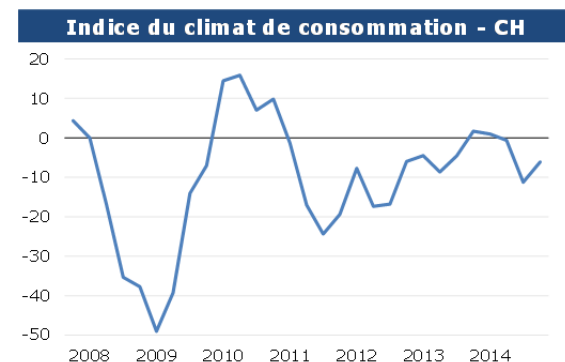
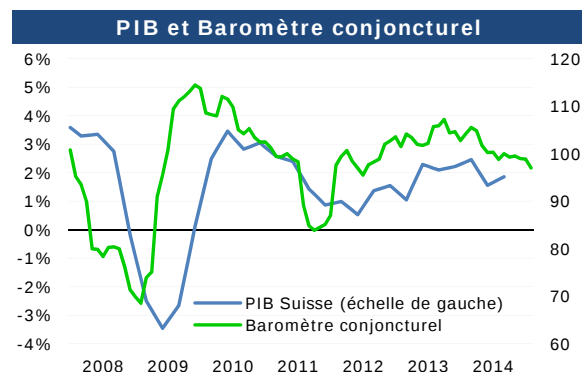
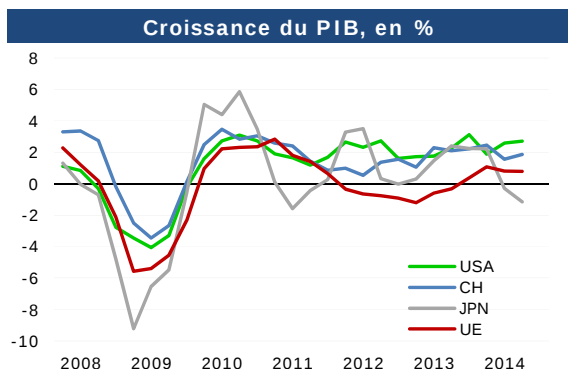
Faut-il pour autant s'alarmer comme on le fait actuellement de la revalorisation du franc ? Certes, la BNS a surpris tout le monde à la mi-janvier. Mais ce n'est de loin pas la première fois que le franc connaît, à intervalles irréguliers, de brusques et substantielles « poussées de fièvre ». Les cours de change sont devenus flotants depuis que les États-Unis ont renoncé à défendre un cours fixe de leur monnaie (Accords de Bretton-Woods). Rappelons que le cours du dollar s'établissait à 4,30 francs jusqu'en avril 1971. Deux ans plus tard, il tournait autour de 3 francs. En 1981, il oscillait aux environs de 2 francs. En 1991 il était proche de 1,40 franc. Le dollar se reprenait légèrement durant les années nonante pour s'échanger aux environs de 1,70 en 2001. Depuis lors, et de manière quasi continue, il a baissé de valeur (moins de 1,10 franc en 2001 et aux environs de 0,90 franc actuellement). En moins de cinq décennies le franc a presque quintuplé de valeur par rapport au dollar !

Les événements actuels ne sont donc pas vraiment une nouveauté monétaire. On doit même partir de l'idée que cette tendance se poursuivra si l'économie helvétique continue à l'avenir, comme elle le fait depuis les années 70, d'être innovante et performante.

J.P. Ghelfi
Economiste

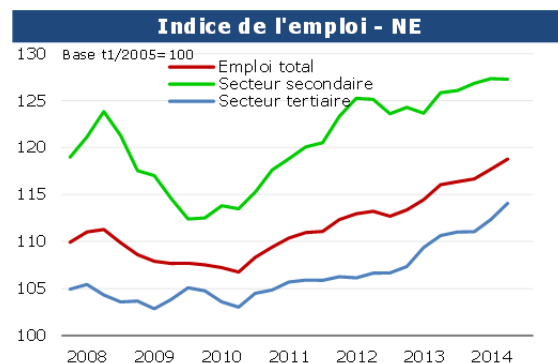
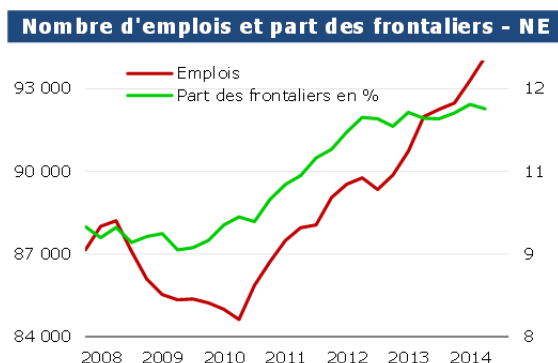
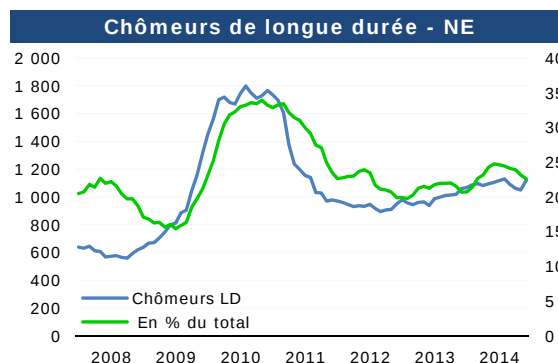
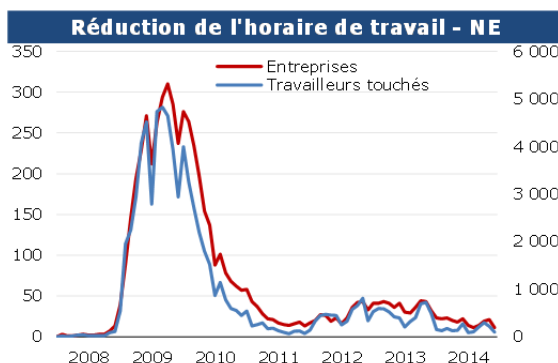
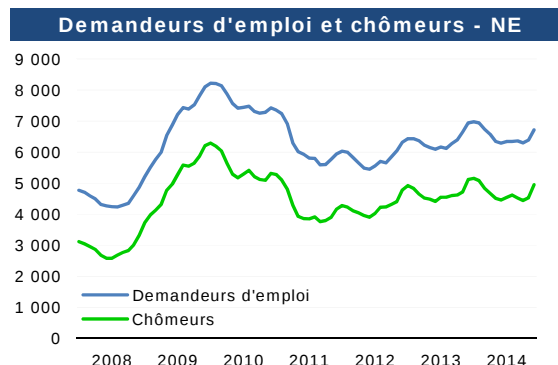
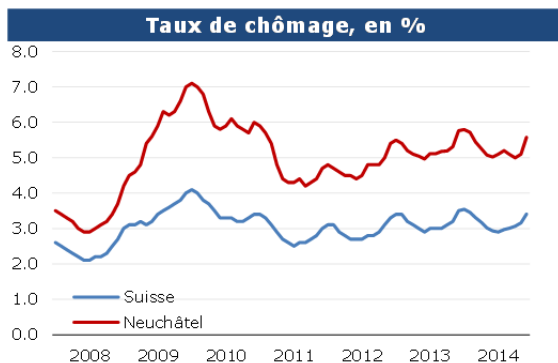
Indicateurs macro-économiques

- Après une évolution stable en fin d'année 2014, le baromètre conjoncturel du KOF marque une très légère baisse en janvier 2015. Toutefois, la valeur actuelle du baromètre ne reflète que partiellement le changement de cap de la BNS. L'économie suisse devrait, par conséquent, évoluer dans un climat d'incertitude.
- Au 3^e trimestre 2014, le PIB américain progresse de 2.6% par rapport à la même période de l'année passée. Le PIB suisse enregistre quant à lui +1.9%, la zone Euro affiche une légère avancée de 0.8% et le PIB nippon est en baisse de 1.2% par rapport à l'automne 2013.



ECU : Unité de Compte européenne. Créé en 1979, l'ECU n'est pas une vraie monnaie mais un panier théorique de devises. L'ECU a été remplacé par l'euro en 1999.

- A fin 2014, le taux de chômage du canton de Neuchâtel s'établit à 5.6%, soit +0.5 point par rapport au troisième trimestre 2014. Toutefois, il est légèrement en deçà (-0.2 point) du niveau affiché à fin 2013.
- En septembre 2014, le canton de Neuchâtel compte 94 100 emplois dans les secteurs secondaire et tertiaire. Par rapport au trimestre précédent, l'emploi progresse de 0.9% (+800 postes de travail). En variation annuelle, l'emploi augmente de 2.3% (+2 100 emplois).
- A fin septembre 2014, 11 000 frontaliers sont actifs dans le canton de Neuchâtel, soit une progression de 3.8% par rapport à septembre 2013 (+408 frontaliers). Cette croissance demeure plus intense dans le secteur tertiaire (+7.4% en un an), en particulier dans le domaine de la santé (+6%). Le rythme annuel de la croissance des frontaliers est légèrement plus élevé que celui enregistré en 2013 (+2.3%) mais largement inférieur à celui des années précédentes où le nombre de frontaliers augmentait de 12% par an en moyenne.



Commerce extérieur

- Au 4^e trimestre 2014, les exportations neuchâteloises reculent de 1.4% par rapport au 3^e trimestre 2014 (contre +3.4% au niveau national). En rythme annuel, les exportations du canton augmentent (+1.1%), mais moins fortement qu'au niveau national (+5%).
- Au 4^e trimestre 2014, les exportations horlogères neuchâteloises affichent 913 millions de CHF, soit une forte hausse (+21%) par rapport à l'automne 2014. Elles restent toutefois en retrait (-20 millions de CHF) du niveau enregistré au 4^e trimestre 2013. Les exportations de la branche de la chimie/pharma marquent le pas, -27% sur un trimestre et -5% sur un an, alors que les exportations du secteur des machines, des appareils et de l'électronique progressent de 13% sur le dernier trimestre et de 8% sur un an.

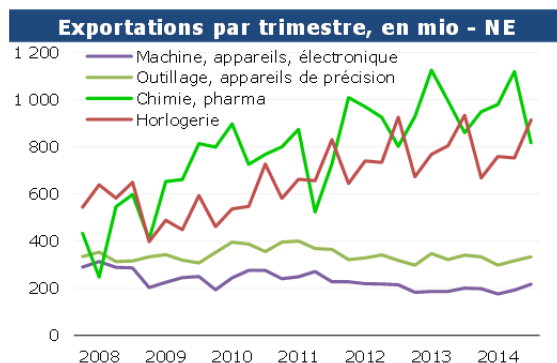
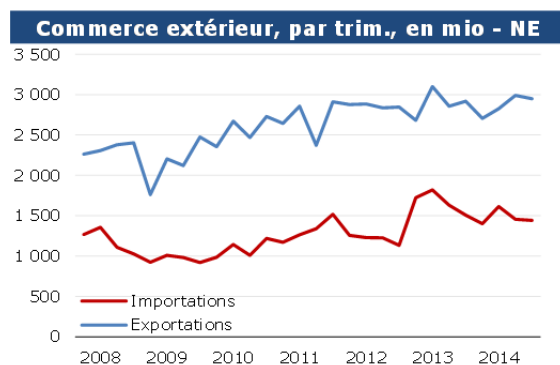
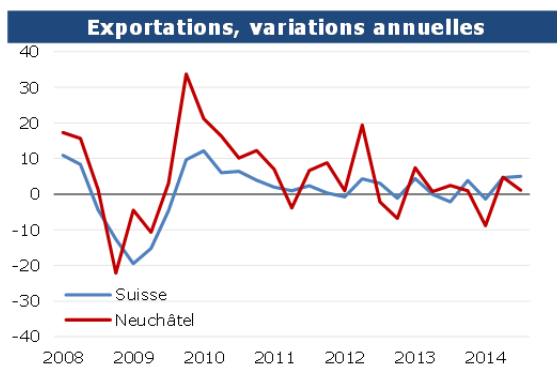


Tableau synthétique

05.02.2015	Taux de change (BNS)			IPC (OFS)	Produit intérieur brut (PIB)				Exportations (AFD)		Taux de chômage (SECO)		Marché des affaires dans l'industrie (KOF)		Persp. entrées de commandes (KOF)	
	CHF/USD	CHF/EUR	CHF/JYP	CH	USA (OCDE)	EUR (OCDE)	JPN (OCDE)	CH (SECO)	CH	NE	CH	NE	CH	NE	CH	NE
Trim. / Année	Fin de trimestre			Var. ann.	Variation annuelle				Variation annuelle		Fin de trimestre		Solde		Solde	
T4 / 2013	0.89	1.22	0.86	0.1	3.1	0.4	2.2	0.5	-2.1	2.5	3.5	5.8	-6.5	-22.1	19.7	13.4
T1 / 2014	0.88	1.22	0.86	0.0	1.9	1.1	2.2	0.4	3.8	1.0	3.3	5.4	-4.6	-20.8	16.8	9.3
T2 / 2014	0.90	1.22	0.88	0.0	2.6	0.8	-0.3	0.3	-1.3	-8.8	2.9	5.0	-9.1	-21.3	17.6	6.8
T3 / 2014	0.94	1.21	0.87	-0.1	2.7	0.8	-1.2	0.6	4.7	4.8	3.0	5.1	-10.5	-23.3	14.8	6.4
T4 / 2014	0.98	1.20	0.82	-0.3					5.0	1.1	3.4	5.6	-8.5	-21.9	8.7	3.1
Tendance	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗	↗
Perspectives																
2014				0.0	2.6	2.2	1.2	1.8	3.4		3.2					
2015				-0.1	2.4	2.8	1.2	1.8	3.5		3.1					

Tendances

- ↘ Diminution (2 trimestres consécutifs à la baisse)
- Statu quo (1 trimestre haussier ou baissier)
- ↗ Augmentation (2 trimestres consécutifs à la hausse)

Publication : trimestrielle gratuite, paraissant en février, mai, août et novembre.

Réalisation : Service de statistique - Renseignements et informations : www.ne.ch/conjoncture.

Sources : Centre de recherches conjoncturelles (KOF), Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), Banque nationale suisse (BNS), Office fédéral de la statistique (OFS), Administration fédérale des douanes (AFD), Service cantonal de l'emploi, Credit Suisse, OCDE.